LOGO GROUPEMENT



**CONVENTION DE GESTION ET DE PAIEMENTS DES AIDES FEADER DANS LE CADRE DES DOSSIERS COLLECTIFS**

**Pour l’intervention 73.01 – Investissements en exploitation agricole pour les plantations pérennes banane**

**Vu :**

* + le règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l’Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 ;
	+ le règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l’aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l’instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
	+ le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement Européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l’aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
	+ le règlement (UE) n°2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n°1306/2013 ;
	+ le Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027 de la France approuvé par la Commission européenne le 31 août 2022 et ses versions modificatives ;
	+ la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles ;
	+ le décret n°2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;
	+ le décret n°2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d’éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;
	+ la convention de délégation de tâches de l’organisme payeur à la Région Guadeloupe dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du FEADER HSIGC régionalisées du plan stratégique national signée le 28 mars 2023 ;
	+ la stratégie d’intervention régionale pour les aides du FEADER 2023/2027 du 15 avril 2023 et ses versions modificatives.

**Entre :**

[Raison sociale de l’agriculteur, forme juridique, montant de son capital social,

SIRET numéro d’immatriculation au RCS et ville où se trouve le greffe qui tient le RCS où il est immatriculé]

N° PACAGE :

Adresse :

**Représenté par** [prénom et nom du représentant de l’agriculteur, nature de sa fonction et s’il y a lieu date à laquelle il a été habilité à signer pour le compte de la société qu’il représente ainsi que prénom, nom et fonction de la personne qui l’a habilité]

**Ci-après désigné « l’agriculteur »**

**D’une part,**

**ET:**

Raison sociale du groupement, forme juridique, montant de son capital social,

SIRET numéro d’immatriculation au RCS et ville où se trouve le greffe qui tient le RCS où il est immatriculé]

adresse de son siège social,

**Représenté par** [prénom et nom du représentant du groupement, nature de sa fonction et s’il y a lieu date à laquelle il a été habilité à signer pour le compte de la société qu’il représente ainsi que prénom, nom et fonction de la personne qui l’a habilité]

**Ci-après désigné « le groupement »**

**D’autre part,**

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 – Objet de la présente convention**

La présente convention a pour objet de fixer, pour la programmation FEADER 2023/2027, les modalités de fonctionnement entre les parties et les engagements dans le cadre des demandes d’aide collectives sur le FEADER, l’intervention 73.01 « investissements en exploitation agricole » et le type d’action « plantations pérennes ».

Le groupement formalise les demandes d’aide et de paiement sur le FEADER pour le bénéfice final de l’agriculteur. Il assure le suivi des demandes, leur complétude et leur conformité jusqu’à la programmation ou le paiement. En cas de contrôle, il est l’interlocuteur du service instructeur et des corps de contrôle nationaux et européens (CF. annexe 1 – étapes de gestion réalisées par le groupement).

**ARTICLE 2 - Les actions collectives du groupement**

Le groupement a la responsabilité de l’action collective qui consiste à :

- Organiser les campagnes de replantation par l’identification des parcelles à planter à chaque déclaration de surface ;

- Suivre la mise en œuvre effective de ces plantations et leur pérennité ;

- Accompagner techniquement la mise en œuvre de l’opération par le biais de conseils adaptés à chaque exploitation.

 **ARTICLE 3 – Durée d’exécution de la présente convention**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature des 2 parties. Elle prend fin au plus tard avec les derniers paiements de la programmation du FEADER sur la période 2023/2027. Elle peut être dénoncée par courrier en accusé de réception à l’expiration des engagements entre les 2 parties.

**ARTICLE 4 – Les engagements de l’agriculteur envers le groupement**

→ A la demande d’aide et de paiement

L’agriculteur fournit les pièces administratives demandées par le groupement dans le cadre de la demande d’aide et de paiement sur le FEADER.

L’agriculteur s’engage à réaliser sa déclaration de surface avec l’accompagnement de son groupement.

L’agriculteur s’engage à ce que l’investissement réalisé soit conforme aux exigences de l’aide FEADER.

→ L’obligation relative à la pérennité des investissements sur l’exploitation

L’agriculteur s’engage à :

* maintenir sur l’exploitation l’investissement pendant 5 ans à compter du paiement final de l’aide au groupement pour les grandes entreprises et 3 ans pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME) ;
* maintenir sur l’exploitation l’investissement relatif aux plantations pérennes 5 ans à compter de la date de plantation ;
* Respecter les engagements des annexes 2 et 3 de la demande d’aide ;
* permettre l’accès du groupement, du service instructeur et des corps de contrôle à son exploitation lors des visites sur place ou contrôle sur place ;
* informer le groupement de toute difficulté au maintien de l’investissement dans les délais susmentionnés.

→ Lors de reversement de l’aide suite aux constats

Dans le cas où les contrôles (auditeurs nationaux et européens, organisme payeur, service instructeur, contrôle interne de la direction déléguée europe) portant sur l’investissement réalisé sur l’exploitation agricole de l’agriculteur, conduisent à une correction financière et, par conséquent, à un ordre de reversement, l’agriculteur s’engage à reverser la somme réclamée au groupement suite à sa demande dans un délai de **(X)** mois à compter de la date de la décision d’ordre de reversement. Toutefois, un échéancier de paiement pourra être retenu dans des cas exceptionnels **(les lister**) et selon la décision finale du groupement.

**ARTICLE 5 - Les engagements du groupement envers l’agriculteur**

→ A la demande d’aide et de paiement

Le groupement doit systématiquement accompagner l’agriculteur à la déclaration de surface et s’assurer que les données de la déclaration sont exactes en matière de date de plantation, n° de parcelle et n° d’îlot, culture et surface.

Le groupement s’engage à communiquer les exigences de l’aide FEADER à l’agriculteur ainsi que les sanctions associées en cas de non-respect de ces exigences.

Le groupement s’engage à verser l’aide à l’agriculteur dans les 10 jours calendaires à compter de sa réception sur le compte du groupement et à assurer une traçabilité du versement, qu’il soit réalisé par virement ou par le compte « planteur » de l’agriculteur au sein du groupement.

→ L’obligation relative à la pérennité des investissements sur l’exploitation

Le groupement s’engage à :

* élaborer un fichier de suivi des parcelles plantées ;
* suivre chaque année l’agriculteur, pendant toute la durée d’engagement de pérennité de son investissement, au travers d’une visite sur place au sein de l’exploitation ;
* informer le service instructeur en cas d’anomalie constatée sur l’exploitation ou signalée par l’agriculteur ;
* respecter les engagements des annexes 2 et 4 de la demande d’aide.

→ Lors de reversement de l’aide suite aux constats

Dans le cas où les contrôles par l'organisme payeur, l'organisme de certification ou le service instructeur portant sur l’investissement réalisé sur l’exploitation agricole de l’agriculteur, conduisent à une correction financière et, par conséquent, à un ordre de reversement, le groupement doit obligatoirement rembourser l’aide à l’organisme payeur du FEADER dès réception du titre exécutoire émis par l’organisme payeur. Le groupement se charge de réclamer le montant dû à l’agriculteur. La somme est exigible auprès du groupement.

**ARTICLE 6 – Les sanctions**

L’agriculteur et le groupement sont informés des sanctions qu’ils encourent en cas de non-respect des engagements au travers de la signature des annexes 3 et 4 dédiées et transmises à la demande d’aide FEADER. Ces documents sont placés en annexe de la présente convention.

L’agriculteur est informé que les sanctions ci-dessous, applicables au groupement en cas de non-respect de ses engagements, ne sont pas répercutées sur le montant de l’aide qui lui est versée.

|  |
| --- |
| **Engagements contrôlés lors des visites sur place du service instructeur** |
| Tenir un fichier de suivi des plantations effectuées chez les adhérents pour chaque opération | Sanction de 10% sur le montant conventionné de l’aide si pas d’information formalisée donnée  |
| Assurer un suivi une fois par an ad minima des obligations de pérennité chez chaque bénéficiaire final |
| Assurer un suivi des paiements pour chaque bénéficiaire final, y compris lorsque le mode de paiement s’effectue via le compte planteur |
| Mettre à disposition, en cas de contrôle, les différents courriers du groupement indiquant le versement de l’aide au planteur (que ce versement soit effectif sur compte ou réalisé via le compte planteur) |
| Informer le service instructeur de toute anomalie constatée en cas de non-respect de la règle de pérennité | Sanction de 100% de l’aide versée au planteur pour la parcelle concernée par le non-respect de la pérennitéApplicable au groupement et reportée sur le planteur concerné |

L’agriculteur est informé que les sanctions ou impacts ci-dessous, applicables au groupement, en cas de non-respect de ses engagements, peuvent être répercutées sur le montant de l’aide qui lui est versée.

|  |
| --- |
| **Engagements liés à la demande de paiement** |
| Avoir accompagné, pour les planteurs concernés par la demande d’aide, la déclaration de surface suite à la plantation conformément à la réalisation sur le terrain (culture, surface, date de plantation, n° de parcelle, n° ilot) | Sanction de 100% de l’aide versée au planteur pour la parcelle concernée en cas de données non conformes entre la déclaration de surface et le constat sur le terrain lors de contrôles. Applicable au groupement et reportée sur le planteur concerné.  |
| Déposer les demandes de paiement suite aux déclarations de surface des planteurs comprenant les données conformes de réalisation  | Instruction de la demande de paiement à partir des données présentes dans Isis |

L’agriculteur est informé, qu’en cas de déclaration de surface non accompagnée par le groupement, ce dernier ne présentera pas de dépenses liées à la plantation pérenne effectuée.

**ARTICLE 7 - Les frais**

La prestation assurée par le groupement et relative à la gestion des demandes d’aide et de paiement pour l’agriculteur peut être facturée par le groupement à l’agriculteur, le cas échéant selon un devis préalablement établi.

**ARTICLE 8 - Domiciliation bancaire de l’agriculteur**

Pour l’exécution de la présente convention, l’agriculteur communique la domiciliation bancaire suivante pour le versement des aides FEADER. La modification de RIB devra faire l’objet d’un avenant à la présente convention :

* Nom du titulaire du compte
* Domiciliation
* IBAN
* Code BIC

Un RIB est joint à cette convention

**ARTICLE 9 - Contentieux**

Les présentes sont soumises au droit français.

Toutes contestations ou interprétations relatives aux présentes ou à leurs suites seront de la compétence du tribunal administratif de la Guadeloupe.

Fait à

Le en 2 exemplaires

Prénom, Nom, Prénom, Nom,

Signature de l’agriculteur Signature et cachet du groupement

Précédée de la mention manuscrite  Précédée de la mention manuscrite

« Lu et approuvé » « Lu et approuvé »

Annexes :

* Annexe 1 : Les étapes de gestion réalisées par le groupement ;
* Annexe 2 : ANNEXE 2 à la demande d’aide - Engagements communs à tous les dispositifs ;
* Annexe 3 : ANNEXE 3 à la demande d’aide - Régime de sanction complémentaire spécifique aux plantations pérennes – agriculteurs ;
* Annexe 4 : ANNEXE 4 à la demande d’aide - Régime de sanctions complémentaire spécifique aux plantations ; pérennes – groupements et dossiers collectifs.

**Annexe 1 : les étapes de gestion réalisées par le groupement**

|  |  |
| --- | --- |
| **Activités et étapes de gestion des dossiers** | **Responsabilités du groupement** |
| **Demande d’aide** | Montage de la demande d’aide FEADER |
| Dépôt de la demande d’aide sur le portail Europac |
| Suivi et traitement des demandes du service instructeur |
| **Convention d’attribution de l’aide** | Signature de la convention d’octroi de l’aide FEADER |
| **Demande de paiement** | Montage de la demande de paiement FEADER |
| Dépôt de la demande de paiement sur le portail Europac |
| Suivi et traitement des demandes du service instructeur |
| **Mise en paiement** | Mise en place des fichiers de suivi des paiements |
| Reversement de l’aide à l’agriculteur |
| Mise en place des fichiers de suivi des plantations |
| **Contrôles audits** | Réponse aux contrôles dans le cadre du dispositif de contrôle interne de l’autorité de gestion régionale |
| Réponse aux contrôles dans le cadre des audits et contrôles externes |
| **Irrégularités** | Informer l’agriculteur des décisions de déchéance partielle ou totale de droits |
| Exécuter le reversement de l’aide suite aux ordres de reversement de l’ASP |
| Mise en recouvrement des sommes dues auprès des agriculteurs concernés |
| **Vie et fin du dossier** | Conservation des pièces/archivage |
| **Recours** | Recours administratifs |
| Recours contentieux |